

VD_GERICHTE ZQ14.007396 vom 12. Mai 2014

VD Tribunal cantonal, 2014-05-12, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_ZQ14.007396

FR: VD_GERICHTE ZQ14.007396 du 12 mai 2014

IT: VD_GERICHTE ZQ14.007396 del 12 maggio 2014

Volltext

TRIBUNAL CANTONAL ACH 18/14 - 67/2014 ZQ14.007396 CO UR DE S
ASSURANCES SOCIALES _____

Décision du 12 mai 2014 _____ Présidence de M. NEU, juge unique
Greffière : Mme Pellaton ***** Cause pendante entre : G. _____, à Montreux,
recourant, et CAISSE CANTONALE DE CHÔMAGE, Division juridique, à Lausanne,
intimée. _____ Art. 94 al. 1 let. c LPA-VD 405

- 2 - Vu le recours formé le 19 février 2014 par G. _____ à l'encontre de la décision sur
opposition prise le 20 janvier 2014 par la Caisse cantonale de chômage, vu les écritures des
parties et les pièces au dossier, vu la déclaration de retrait du recours envoyée par le
recourant le 9 mai 2014 ; considérant qu'il y a lieu de rayer la cause du rôle par suite de
retrait du recours, selon la procédure de l'art. 94 al. 1 let. c LPA-VD (loi cantonale vaudoise
sur la procédure administrative ; RSV 173.36), qu'il n'y a pas lieu de percevoir des frais de
justice ni d'allouer de dépens (art. 91 et 99 LPA-VD). Par ces motifs, le juge unique p r o n
o n c e : I. La cause est rayée du rôle par suite de retrait du recours. II. Il n'est pas perçu de
frais judiciaires ni alloué de dépens. Le juge unique : La greffière : Du

- 3 - La décision qui précède est notifiée à : - G. _____, - Caisse cantonale de chômage, -
Secrétariat d'Etat à l'économie, par l'envoi de photocopies. La présente décision peut faire
l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral au sens des art. 82
ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral ; RS 173.110), cas échéant d'un recours
constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Ces recours doivent être déposés
devant le Tribunal fédéral (Schweizerhofquai 6, 6004 Lucerne) dans les trente jours qui
suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF). La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte
Originaltext. Quellen-URL siehe oben.